

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 53 (1908)
Heft: 12

Artikel: Le plan de campagne de l'armée de l'est
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-338793>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

LIII^e Année

N^o 12

Décembre 1908

LE PLAN DE CAMPAGNE

DE

L'ARMÉE DE L'EST

Le fameux plan de campagne dans l'Est de la France, de l'exécution duquel le général Bourbaki fut chargé le 19 décembre 1870, a fait l'objet, depuis trente et quelques années, de discussions nombreuses mais sans conclusions positives. L'opération de Bourbaki a-t-elle été l'exécution du plan conçu? Quel était ce plan? Comment et par qui a-t-il été établi? Quel devait être exactement son objectif? Aucun auteur n'a pu, jusqu'à ce jour, donner à ces questions une réponse rigoureuse. En l'absence d'une documentation complète et de tous points certaine, dont les archives ont longtemps gardé le secret, le plan de la campagne de l'Est est demeuré pour les historiens comme pour leurs lecteurs, à l'état d'une conception toute générale.

Pour autant qu'un problème historique puisse être affranchi de la procédure de l'appel, le doute semble aujourd'hui levé. La publication de l'état-major français sur la guerre de 1870-71 éclaire d'un jour, qui paraît définitif, les points jusqu'ici de meurés obscurs.¹

Rappelons, pour mémoire, la situation de la future armée de l'Est vers le milieu de décembre. Fraction de l'armée de la Loire, dont le chef, le général d'Aurelle de Paladines, venait d'être révoqué par le gouvernement de la Défense nationale, elle comprenait les 15^e, 18^e et 20^e corps d'armée. Elle avait été placée

¹ *La guerre de 1870-71. Etude sur la campagne du général Bourbaki dans l'Est.* I. Le plan de campagne. — La concentration. — 1 vol. in-8° avec cartes. Paris, 1908. Librairie militaire R. Chapelot et C^{ie}.

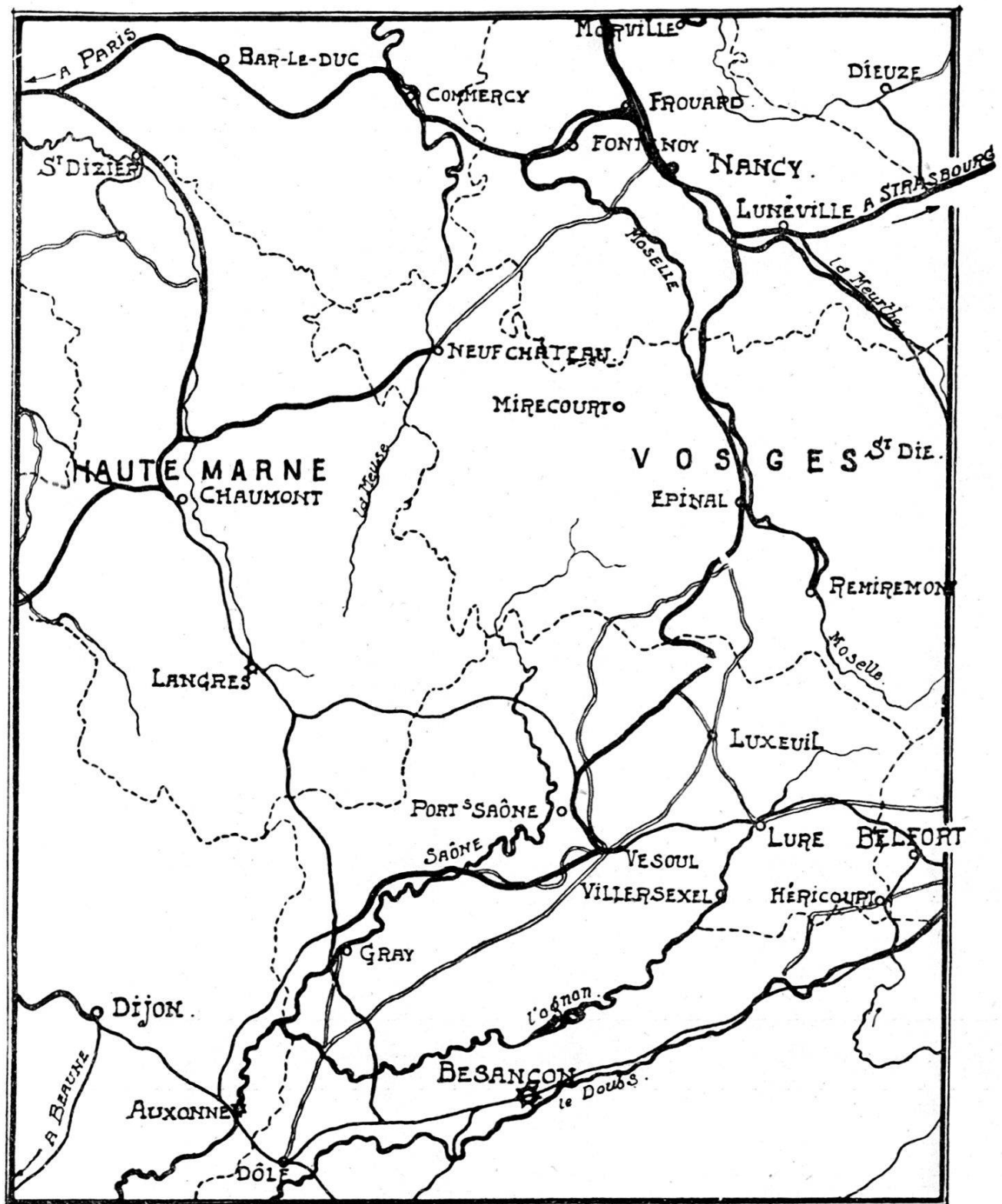
sous les ordres du général Bourbaki, qui l'avait rassemblée aux environs de Bourges.

La majeure partie de l'armée allemande bloquait Paris. Toutes les entreprises des armées de provinces françaises, pour faire lever ce blocus, avaient échoué. Le 19 décembre, l'armée de Bourbaki commençait une nouvelle tentative. Par ordre de Gambetta, elle se mettait en mouvement sur Montargis et Fontainebleau, ayant pour mission de rompre, si possible, le cercle de l'investissement. C'est sur ces entrefaites que le plan de diversion dans l'Est qui, depuis longtemps, préoccupait de nombreux esprits, fut arrêté, interrompant à son début la marche sur Montargis.

L'artère nourricière des troupes allemandes employées au siège de Paris était la voie ferrée Strassbourg-Paris. Elle venait d'être doublée, en partie, par la ligne de Sarrebruck à Frouard. Si l'on parvenait à menacer cette artère, et à interrompre, ne fût-ce qu'un peu de temps, son service, on mettait l'assiégeant dans un sérieux embarras. Que l'interruption se prolongeât, la face des choses pouvait en être changée.

En somme, la marche sur les communications allemandes devait aboutir, par un moyen détourné, à cette levée du blocus de Paris que les moyens directs n'avaient pas procurée. Elle devait être poursuivie du sud au nord, c'est-à-dire dans le flanc des lignes de communication qui empruntaient la direction générale de l'Est à l'Ouest. Si l'on veut une explication moins abstraite et basée sur le terrain, on dira que l'offensive française devait se porter sur la ligne Besançon-Dijon et, de là, directement au nord, dans la région de la Haute-Marne. Devait coopérer à l'opération, avec l'armée de Bourbaki, Garibaldi qui, depuis peu, avait été refoulé au sud de Dijon, et le général Bressoles, à Lyon.

Le plan n'a pas été envisagé, d'emblée, avec ce degré de précision. Ses auteurs ne semblent pas en avoir poussé la conception au delà de l'atteinte du front Besançon-Dijon. Pour la suite, ils réservaient les circonstances, sans paraître distinguer les hypothèses possibles. Mais, même limité à la conception générale d'une menace sur la ligne de retraite de l'ennemi, ce plan n'a pas été celui que suivit le général en chef. Comme on sait, son armée ayant été débarquée sur la Saône, il la dirigea non au nord vers les communications allemandes, mais à l'Est, paral-



Légende .

-  Chemins de fer exploités par les Allemands .
-  Autres voies ferrées .
-  Routes d'étapes .
-  Fleuves et rivières .

lèlement à ces communications, afin de débloquer avant tout Belfort. On sait le reste.

Pourquoi en a-t-il été ainsi ? La base des récits et des appréciations de tous les auteurs, jusqu'à ce jour, a été un fragment de lettre adressée à Gambetta par M. de Freycinet et que ce dernier a reproduit dans son ouvrage *La guerre en province*¹. M. de Freycinet proposait de transporter rapidement les 18^e et 20^e corps, en chemin de fer, jusqu'à Beaune, avec mission de s'emparer de Dijon. En même temps, les troupes du général Bressoles seraient transportées à Besançon où elles renforceraient la garnison de cette ville. « Cette force totale de 45 000 à 50 000 hommes, opérant de concert avec les 70 000 victorieux de Dijon, n'aurait pas de peine à faire lever, même sans coup férir, le siège de Belfort et offrirait une masse compacte de 110 000 hommes, capables de couper les communications dans l'Est, malgré tous les efforts de l'ennemi. »

Dans cette première ébauche déjà, le déblocus de Belfort apparaît comme une condition de la suite de l'opération. Ce n'est pas, cependant, une condition impérative. M. de Freycinet s'est défendu de l'avoir voulue. La phrase « même sans coup férir » et le fait de paraître considérer la levée du siège comme une conséquence du mouvement de Bressoles plutôt que de celui de Bourbaki, semblent bien lui donner raison. D'ailleurs, Bourbaki n'a eu affaire qu'à M. de Serres, le confident de M. de Freycinet, et tout a été traité entre eux, oralement. Le général n'a pas eu connaissance de la lettre ; le manque de netteté de la rédaction n'a donc pas exercé d'influence sur sa résolution.

Une seule chose est acquise : le général a compris l'opération qui lui était proposée comme devant débiter par la levée du siège de Belfort. Cela ressort de sa déposition devant la Commission d'enquête. Il déclare que M. de Serres vint lui demander si, plutôt que de marcher sur Montargis, il ne préférerait pas essayer dans l'Est une diversion ayant pour objet de faire évacuer Dijon, Gray, Vesoul et de débloquer Belfort.

Le colonel Leperche assistait à l'entrevue ; il est non moins affirmatif :

« Le général reçut, à 5 heures du soir, la visite de M. de Serres, attaché au cabinet du ministère de la guerre, porteur

¹ P. 222.

d'instructions. Il vint proposer au général, de la part de M. Gambetta, de changer l'objectif et d'entamer la campagne de l'Est.

« Si cette opération, qui devait commencer par la prise de Dijon, réussissait, *l'armée devait continuer sur Belfort et faire lever le siège de cette place.* »

Plus loin, le colonel Leperche, exposant les sentiments dans lesquels Bourbaki accepta ces ouvertures, ajoute :

« Le général Bourbaki ne se faisait pas la moindre illusion sur l'issue de l'entreprise dont on le chargeait. Il savait que, plus il menacerait les communications de l'ennemi, plus ce dernier ferait de sérieux efforts contre lui. *Il espérait, pourtant, parvenir à débloquer Belfort*, mais il ne mettait pas en doute, qu'après ce premier succès et alors qu'il se serait agi pour lui de remonter vers le nord, l'ennemi ne négligerait rien pour l'écraser. »

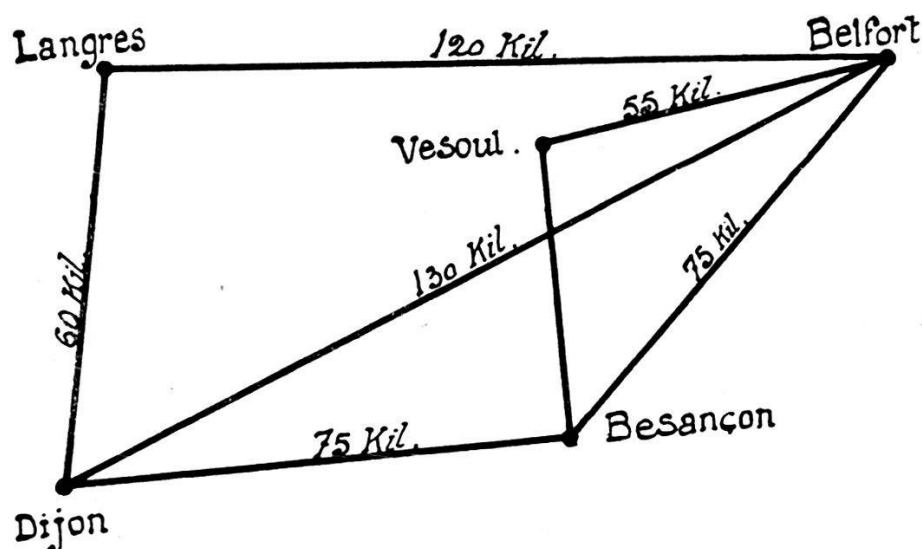
Ainsi, dès la première minute, le plan qui consistait à menacer les communications allemandes se transforme en un plan de déblocus de Belfort. L'opération essentielle devient une opération secondaire, tandis que l'objectif secondaire passe au premier rang.

Pour l'état-major français, M. de Serres, porte une large part de responsabilité dans cette métamorphose. Il le prouve par M. de Serres lui-même. « Une fois l'armée débarquée, a dit ce dernier devant la Commission d'enquête, et, après l'avoir renforcée de la totalité des troupes disponibles dans ces régions, on la faisait remonter, ayant à sa gauche le corps commandé par le général Garibaldi, dans la vallée de la Saône; *on débloquent Belfort au passage*, et, en appuyant la partie droite de l'armée aux Vosges, on menaçait la base des communications de l'ennemi... »

« Ainsi, commente l'état-major, M. de Freycinet a dit qu'on irait à Dijon, M. de Serres prescrit de remonter la vallée de la Saône, qui passe à 30 km. à l'est de Dijon et s'incline ensuite vers le nord-est. M. de Freycinet a laissé entendre que, de Dijon, il faudrait marcher vers le nord, M. de Serres veut que l'armée appuie sa droite aux Vosges, à près de 100 km. à l'est de la ligne Dijon, Langres, Chaumont. M. de Freycinet a chargé un détachement, le corps Bressolles, de débloquer Belfort, M. de Serres y envoie l'armée principale.

» C'est donc un plan absolument différent du projet Freycinet que prescrivit et fit accepter M. de Serres, et l'on ne saurait méconnaître la grave responsabilité qui devait lui incomber. »

Mais la responsabilité de M. de Serres ne libère pas le général Bourbaki de la sienne. C'était à lui, en effet, comme chargé de l'exécution du plan, à en redresser les fondements insuffisants. L'ouvrage de l'état-major fait ressortir, en effet, que la marche sur les communications allemandes et la levée du siège de Belfort répondaient à des exigences différentes. Il le prouve par le croquis suivant que souligne un intéressant commentaire :



« Si l'armée principale devait prendre comme axe de son mouvement la route Dijon-Langres et au delà vers Chaumont, les troupes de Bressoles, débouchant de Besançon, se trouveraient sur son flanc droit à 75 km. Ou bien celles-ci devront suivre une direction parallèle à celle des troupes de Bourbaki et, par suite, marcher sur Vesoul puis Epinal, et alors elles pousseront à 55 km. à l'ouest de Belfort, sans avoir, par suite, la moindre action sur le corps de siège. Ou bien, elles devront obliquer de 75 km. dans le Nord-Est, pour agir seules contre les troupes d'investissement et alors, se trouvant éloignées de 120 km. de l'armée, elles ne pourront agir de concert avec elle.

» Par contre, si Bourbaki veut coopérer au déblocus de Belfort, il devra, de Dijon à ce point, suivre pendant 130 km., une direction orientée du sud-ouest au nord-est, et qui, par suite, devenant presque parallèle aux lignes de communications allemandes, ne les menace plus en rien.

» En un mot, agir sur ces dernières et débloquer Belfort étaient deux opérations distinctes et difficilement conciliables. Que dans la pensée de l'auteur du plan de campagne, la première mission l'emportât en importance sur la seconde, c'est ce dont on ne saurait douter. Mais que des militaires expérimentés aient justement choisi, entre les deux partis à prendre, le plus dangereux et le plus stérile, puisque la place de Belfort marquait par la vigueur de sa résistance qu'elle n'avait nul besoin de secours, c'est ce qui ne peut s'expliquer que par les circonstances vraiment étranges dans lesquelles fut communiqué et accepté le plan de campagne. »

L'exposé de ces circonstances permet de distinguer une troisième part dans la répartition des responsabilités. Elle appartient à tous les principaux auteurs du drame, car elle trahit de la part d'eux tous, une superficialité qui stupéfie.

M. de Freycinet envoie sa lettre à Gambetta par l'entremise de M. de Serres. Gambetta résiste, mais finalement, cédant à l'insistance de son interlocuteur, il déclare admettre le plan si Bourbaki l'accepte. M. de Serres joint aussitôt Bourbaki à son quartier-général. La conversation dure une demi-heure à peine et M. de Serres peut télégraphier au ministre l'assentiment du général. Comment s'étonner qu'un plan de guerre si vivement bâclé ait laissé une ample marge à l'interprétation, aux malentendus et, finalement, aux mécomptes ?

* * *

On peut différer d'opinion sur la valeur du plan de campagne dans l'Est. On sait que Chanzy, qui fut un des rares généraux français de 1870 capable d'initiative, l'a sévèrement jugé. L'ouvrage de l'état-major français soutient l'avis contraire. Non seulement il en admire la conception, mais il estime qu'un général capable l'eut conduit à chef, même avec les troupes qui composèrent l'armée de Bourbaki. De part et d'autre, le procès est plaidable. Mais un enseignement, surtout, ressort de cette étude : l'attraction néfaste qu'exerce une forteresse sur qui ne s'assimile pas absolument le rôle que les forteresses, en général, doivent jouer.

Belfort n'est pas un exemple isolé. Pendant toute la guerre de 1870, cette attraction s'est manifestée d'une façon désastreuse. Celle de Metz d'abord qui fut, indirectement, une des causes de

Sedan. Puis celle de Paris. Des mois durant, il semble que le sort des armées dépend du déblocus de la capitale. Enfin, celle de Belfort, qui fausse le plan d'action de l'armée de l'Est et la détourne de l'ennemi.

Si l'armée de l'Est avait réussi à intercepter les communications allemandes, elle aurait influé sur l'issue de la guerre bien plus sûrement et plus efficacement qu'une victoire de l'armée de la Loire agissant directement sur le cordon d'investissement de Paris. C'eût été la levée du siège obtenue non sous les murs de la place, mais par la manœuvre en rase campagne. De même, la réussite de l'opération aurait entraîné le déblocus de Belfort sans autre, automatiquement, pour ainsi dire, « sans coup férir » selon l'expression de M. de Freycinet, et comme en application du principe juridique qui veut que l'accessoire suive le sort du principal.

Quittons la guerre franco-allemande. Un exemple plus récent montre la même cause suivie des mêmes effets. L'attraction de Port-Arthur a nui à l'exécution du plan du général Kouropatkine en Mandchourie. L'inutile marche au sud et les défaites de Wafangou ont affaibli l'armée russe et reculé le moment où elle aurait pu entreprendre sa manœuvre.

La tâche d'une armée de campagne n'est pas de porter secours aux forteresses, mais de rechercher les forces principales de l'ennemi pour les détruire. Si la forteresse retient à elle partie de ces forces, elle facilite cette tâche ; elle remplit une de ses missions essentielles ; l'armée de campagne n'a pas à lui demander plus. Cette dernière ne se laissera surtout pas détourner de sa mission qui est la mission décisive ; elle ne sera pas l'aide de la forteresse, la forteresse doit être son aide et doit, à cet effet, se suffire à elle-même. Sinon, elle n'est plus pour l'armée qu'une cause de faiblesse.

Voilà ce que n'ont compris ni M. de Serres, ni le général Bourbaki, ni aucun de ceux qui ont exercé l'action supérieure dans l'exécution du mouvement de l'armée de l'Est. Une conception stratégique qui, peut-être, portait en elle de grands résultats, est devenue, par leur faute, un projet avorté et le désastre suprême.
